

1870

LE QUAND MÊME

18

ORGANE SPÉCIAL DES REVENDICATIONS FRANÇAISES

Paraissant toutes les Semaines.

Suis le lion qui ne mord point,
Si non quand l'ennemi me point.
LYON.

Qui s'y frotte s'y pique.
NANCY.

ABONNEMENTS

France et Alsace-Lorraine..... Six mois. Un an.
Etranger : Port en sus. 4 fr. 7 fr.

ADMINISTRATION & RÉDACTION, 35, RUE CENTRALE, LYON

RÉDACTEUR EN CHEF : J.-H. DE VRIÈS

ADRESSER LES CORRESPONDANCES A M. LE SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION
Les manuscrits ne sont pas rendus.

ANNONCES

Traités à forfait à raison de 0 fr. 50 cent. la ligne.
Insertions gratuites des communications utiles,
demandes d'emplois etc..
Bureau spécial des Annonces : 35, rue Centrale, LYON

Adresser les mandats à M. l'Administrateur du QUAND MÊME
35, rue Centrale, LYON

LA PROCHAINE GUERRE. - LETTRE DU GÉNÉRAL BOULANGER LE TRAITÉ DE FRANCFORT (suite).

Tirage justifié : 30.000 exempl.



LA PROCHAINE GUERRE.

UNE MYSTIFICATION DE BISMARCK.

Nos gouvernants ne se doutent pas que Bismarck vient de les jouer d'une façon indigne. Il faut cependant démasquer ce chancelier impudent et se persuader que notre candeur fait toute sa force. Posons la question :

Bismarck veut-il la guerre ?

NON

Cette réponse catégorique est dictée par notre connaissance parfaite du caractère allemand.

Examinons la situation faite à l'Allemagne par l'exécution du traité de Francfort :

Rappelons-nous bien que ce traité, imposé par nos ennemis en 1871, est éternel et ne peut être résilié que par une guerre.

Alors, quel intérêt Bismarck retirerait-il d'une guerre franco-allemande ?

Aucun !

La guerre aurait pour conséquence fatale l'annulation du traité de Francfort et la revendication des provinces annexées.

Le chancelier ne tirera pas le pactole qui enrichit son pays. Avec l'or que lui procure l'exécution du traité de Francfort, Bismarck transforme son armement, rétablit des lignes stratégiques, reconstruit ses forteresses, crée sa marine; et toujours avec notre or, il ruine notre commerce en fondant le sien sur des bases solides.

Je le dis donc bien haut : l'Allemagne, surtout le commerce allemand, ne veut pas la guerre, et si jamais, nous en arrivons aux représailles, il faudra un cas excessivement grave, il faudra un Pagny irréparable, qui forcera nos voisins d'Outre-Rhin à sortir de leur inertie et de leur placidité calculées.

Bismarck ne déclarera pas la guerre, M. Flourens aura toutes les satisfactions que demandera la France et nous assurera des intentions pacifiques de l'Allemagne :

Bismarck aura sauvé la Caisse.

Mais soyez persuadés qu'il ne rééditera pas un Pagny : il n'est pas encore remis de sa frayeur.

C'était une sortie de la part de Bismarck qui a le talent de se montrer agresseur, tandis qu'au contraire, il a peur d'être attaqué.

Sa puissance repose uniquement dans le traité de Francfort et, en effet, depuis la signature de ce fameux traité qui nous ruine et qui enrichit l'Allemagne, Bismarck n'a poursuivi qu'un but : il l'a atteint.

Maintenir le statu quo.

L'alliance des trois empereurs, œuvre du chancelier n'a été faite que dans cette unique intention. Elle a eu pour résultat d'empêcher la France de trouver des alliés puissants et pendant toute la durée du compromis, il a pu continuer à récolter la moisson bienfaisante.

La Russie, plus perspicace que l'Autriche et l'Italie, a compris le stratagème qui faisait l'Allemagne redoutable; sa nature loyale s'est révoltée; elle s'est retirée en inaugurant la politique des mains libres.

Merci à la Russie; la France s'en souviendra. L'Autriche et l'Italie suivront son exemple et alors la France, la main sur son épée, regardant l'Allemagne en face, pourra lui dire :

**Quand vous voudrez !
La France n'a plus de Bazaines !
J.-H. DE VRIÈS.**

Manifestation en faveur de la Russie.

Une touchante manifestation a eu lieu à Provins, au quartier de cavalerie, en faveur d'une nation amie de la France, la Russie.

Un colonel de l'armée russe, en ce moment à Provins, chez un de ses parents qui est officier supérieur au 9^e dragons, avait manifesté le désir d'assister incognito à la revue du régiment passée jeudi dernier au quartier par M. le colonel de Briey.

Malgré tout le soin qu'il prit à se dissimuler, la présence du colonel russe fut bientôt connue de tout le régiment et l'émotion fut à son comble quand la fanfare du 9^e régiment de dragons entonna l'hymne national russe : *Dieu protège le tsar !*

Pendant l'exécution de ce morceau qui fut enlevé avec une maestria remarquable, tous les officiers s'étaient découverts.

Cette marque de déférence pour la nation russe a vivement touché le colonel étranger, qui, les larmes aux yeux, a chaudement remercié les officiers qui l'entouraient.

A son tour, il a manifesté ses sympathies personnelles pour la France quand la musique du régiment a eu joué la *Marseillaise*.

LA TACTIQUE DU Général BOULANGER

Il y a longtemps que le général Boulanger s'est révélé grand tacticien, et personne n'ignore que la France compte sur son épée; dans ces circonstances difficiles, il faut plus que jamais avoir

confiance en celui qui préside aux destinées de notre vaillante armée.

Les ennemis du général Boulanger ont ergoté ces jours derniers, à propos des incidents de Pagny, que le ministre de la guerre se tenait caché et défendait sa porte : ce blâme jeté à la face du général est au contraire une qualité; il montre que le ministre prend ses précautions et ferme la bouche aux espions : c'est de la prudence; nous l'en félicitons.

**

Nous avons sous les yeux le passage d'une lettre du général Boulanger, s'exprimant sur la manière générale dont il comprend des manœuvres à faire en présence de l'ennemi.

Cette lettre a une importance trop capitale pour que nous ne saisissions vivement l'occasion de la publier.

Depuis, le général Boulanger, devenu ministre de la guerre, n'a cessé d'opérer des réformes dans le fort, et c'est avec la même énergie qu'il le défend.

LETTRE DU GÉNÉRAL BOULANGER.

Après avoir contacté les déplorables effets de nos manœuvres, alors qu'il commandait la division d'occupation de Tunisie, le général Boulanger s'exprime ainsi :

« Tout le mal vient de ce fait qu'on a cru devoir calquer nos procédés de tactique sur les règlements allemands, sans tenir compte des différences de caractère : le Français n'est lui-même, que lorsqu'il se porte en avant, lorsque de toute l'impulsion de sa nature ardente, il se précipite tête baissée sur l'adversaire. Rien de plus difficile (je l'ai vu en 1870), rien de plus contraire au tempérament de nos soldats que l'attente sur place.

« Avec les qualités natives de notre race, l'offensive s'impose, et c'est à elle qu'on reviendra fatalement, soit dans nos règlements si on veut bien les réviser, soit dans la pratique, le jour où de nouveau nous nous retrouverons sur les champs de bataille de 1870. Trop de troupes furent, dans cette guerre insensée, immobilisées l'arme au pied, lorsque, de leur choc le succès pouvait dépendre, et c'est là le plus grand enseignement que nous devons tirer de cette campagne, où, dans plusieurs circonstances graves, l'initiative des chefs ne répondit pas à l'ardeur des troupes.

« Mon plus vif désir serait donc, en dépit des calculs de nos théoriciens en chambre, de voir reprendre dans l'armée les traditions d'autrefois.

« Qui empêche d'ailleurs de concilier cet esprit d'offensive avec les dispositifs qu'exige le nouvel armement et la puissance actuelle du feu : je ne demande pas d'exposer de gaieté de cœur, au tir de l'ennemi, des masses profondes pendant cette période de préparation qui consiste à gagner du terrain à l'abri d'une chaîne de tirailleurs; mais je voudrais qu'au moment de l'assaut, au moment décisif, une poussée formida-

ble, irrésistible, surhumaine se produisit à l'aide de réserves massées, de colonnes d'attaque puissantes, se substituant à ces cordons fragiles et désunis sur lesquels nous comptons trop actuellement.

« On verrait alors si nos bataillons français, musique en tête, officiers en avant, et le feu au cœur, ne passeraient pas partout comme ont passé ces grenadiers de la Grande-Armée qui arrivaient sur l'ennemi sans avoir brûlé une amorce.

« Vous m'objecterez peut-être ces exemples terribles de pertes subies par le feu rapide : encore tout récemment ce régiment russe, le régiment de Kiew, je crois, qui perdit en quelques minutes tous ses officiers et les trois quarts de ses hommes devant Plewna. Je vous répondrai qu'après la défaite il en meurt bien plus encore sur les chemins et dans les prisons de l'ennemi. Et puis, la guerre d'aujourd'hui, c'est la guerre sans merci; ce doit être au besoin la moitié du pays qui se fait tuer pour sauver l'autre, et il ne doit plus y avoir dans toutes les bouches qu'un seul cri : « En avant ! »

Général BOULANGER.

RÉCOMPENSE à l'HONNEUR

M. SCHNÖBELÉ.

Le commissaire Schnœbelé a montré dans la dernière épreuve qu'il vient de subir que tout ce que feraient les Allemands ne pourrait ébranler son patriotisme.

La réception enthousiaste qui l'a accueilli à son arrivée à Pagny-sur-Moselle est un remerciement; spontanément, on a ouvert une souscription pour offrir à M. Schnœbelé une croix de la légion d'honneur que sa modestie lui a fait refuser.

Ses compatriotes ont fait leur devoir de Français; au gouvernement à faire le sien.

M. Schnœbelé est chevalier de la légion d'honneur depuis 1877; que M. Goblet le nomme officier; il faut que la vaillante conduite du patriote Schnœbelé soit récompensée.

Il sera officier de la légion d'honneur : Il n'y aura pas un seul Français qui osera s'opposer à cette marque honorifique.

Nous n'en attendons pas moins de M. Goblet.

LES REPTILES

Et le *Quand Même*

Les journaux allemands ont signalé notre apparition; ce n'a été qu'une pluie d'injures sur la tête de notre rédacteur en chef.

La rage de ces reptiles nous fait rire; comme l'on sent qu'ils ne sont pas à l'aise. Bismarck peut entretenir toute une presse, son œuvre n'en est pas

moins attaquée, et on n'attend plus qu'une occasion pour l'abattre.

Les journaux alsaciens sont plus prudents; ils n'osent ni nous attaquer, ni nous souhaiter la bienvenue : ils se taisent. Un seul, nous a ouvert ses colonnes; c'est le *Neue Mulhauser Zeitung*, le nouveau journal de Mulhouse. Il trace le programme du *Quand Même* et il en profite pour faire remarquer que notre commerce français se germanise de plus en plus, grâce aux négociants qui s'obstinent soit à se fournir en Allemagne soit à s'entourer de serviteurs prussiens. Le *Quand Même* veut arrêter cette germanisation; il y parviendra certainement, car, ajoute le *Neue Mulhauser Zeitung*, il a avec lui toute une phalange de patriotes qui tous le soutiendront dans cette campagne audacieuse.

Quant aux reptiles de Berlin, et d'ailleurs, leur attitude ne nous étonne pas; nous n'en attendions pas moins de leur part. Ces gens-là ne peuvent pas admettre que nous osions prendre la défense de nos revendications : leur étonnement fera notre force et nous continuerons toujours et *quand même!* à lutter contre les empiètements mercenaires.

N. D. L. R.

L'Attitude de l'Italie.

Nous avons déjà fait allusion à l'infâme conduite de l'Italie, abandonnant son ancienne protectrice, la France, pour aller se jeter aux pieds de l'Allemagne; cette conduite est indigne, pendant que nous hébergeons des milliers d'Italiens, qui viennent chez nous profiter de nos progrès et qui, pour tout remerciement, nous jettent le pavé de l'ours et nous espionnent.

L'alliance de l'Italie avec l'Allemagne prend, du reste, une tournure absolument agressive. Les préparatifs se font activement au delà des Alpes et les ordres venant de Berlin sont fidèlement exécutés.

L'Italie possède ses reptiles tout comme l'Allemagne a les siens : qu'ils soient à la solde de Bismarck ou à celle du roi Humbert, c'est absolument la même chose : la caisse est commune chez eux.

Les Allemands ont au moins une excuse : ils poursuivent leur lutte de race, mais les Italiens n'en ont pas : c'est la politique du parjure qu'ils appliquent en ce moment, politique cupide et aveugle : c'est l'orphelin crachant au visage de son sauveur et protecteur.

La semaine dernière encore, à Nice, plusieurs marchands de journaux avaient mis en vente l'*Epoca democratica*, dont le dessin de la première page représentait la France renversée, et derrière elle, Bismarck la frappant.

Au bas, cette légende : « Avant que la France se relève du coup de pied de Bismarck, elle en recevra bien d'autres. »

Les passants indignés, parmi lesquels un officier en retraite, ont acheté tous les numéros de ce journal et les ont lacérés.

C'était justice.

Les Italiens vomissent leurs injures et continuent à vivre au milieu de nous.

Aujourd'hui, nous devons les considérer comme des ennemis, puisqu'ils sont alliés aux Allemands.

**

La politique italienne a cependant subi dernièrement un changement. M. de Robilant, celui qui a perpétré l'alliance germano-

italienne contre la France, a été mis au dernier rang, et M. Crispi a été appelé au pouvoir.

Après la nomination de M. Crispi, comme ministre de l'intérieur, nous aurions pu avoir un léger espoir, pensant que l'attitude de l'Italie varierait. M. W. de Fonvielle était aussi de cet avis; il écrivit à M. Crispi et le félicita en ces termes :

Je ne peux m'empêcher de vous écrire pour vous témoigner le plaisir que j'éprouve de cet événement. En effet, comme je sais combien sont analogues les intérêts de la France et de l'Italie, je suis persuadé que les services que vous êtes appelé à rendre à votre patrie dans vos nouvelles fonctions ne peuvent manquer de profiter à la mienne.

En réponse à ces félicitations, M. Crispi adressa la lettre suivante à M. de Fonvielle :

MINISTÈRE de l'INTÉRIEUR. Rome, le 14 avril 1887.

Mon cher Fonvielle, C'est avec un sentiment de bien sincère reconnaissance que j'ai reçu vos affectueuses félicitations et vos bons souhaits. Les bons souvenirs que vous gardez de notre ancienne amitié et celui du temps que j'ai passé en France, exilé de mon pays, sont des raisons qui affermissent davantage mon plus ardent désir que les intérêts de l'Italie et de la France marchent toujours ensemble et puissent renforcer les liens qui unissent nos deux patries.

Je vous serre cordialement la main. Votre affectionné, F. CRISPI.

La lettre de M. Crispi ne fut pas publiée, et on continua de l'autre côté des Alpes à s'armer contre la France.

M. Crispi a-t-il fait volte-face? Nous ne saurions répondre mais ce qu'il y a de certain, c'est que le nouveau ministre de l'Italie est directement placé sous l'influence du roi Humbert.

Nous avons la ferme conviction que l'honorable ministre de l'Italie saura faire comprendre au roi Humbert qu'il n'y a qu'une alliance à faire, et c'est avec la France et non avec l'Allemagne.

Les Manufactures Allemandes.

Jouets d'Enfants.

(RENSEIGNEMENTS OFFICIELS)

La Ruine de Nuremberg.

Nous avons entrepris, contre les articles allemands, une campagne que nous mènerons à bonne fin, les encouragements reçus de toutes parts nous forcent à accélérer la lutte. Cependant un grand nombre de négociants français nous ont objecté que certains articles ne se trouvaient qu'en Allemagne et que ce n'était que contraints par le consommateur qu'ils étaient obligés de passer par les fourches caudines des Teutons.

Le remède, le voici : Il faut organiser dans notre pays des manufactures de ces produits, qui, certainement, rivaliseront bien vite avec l'industrie allemande.

Ici, nous étudierons donc — avec documents officiels à l'appui — toutes les entreprises susceptibles de se franciser.

Nous commençons par les **Jouets d'enfants** dont la consommation est si grande.

Soldats de plomb.

L'article allemand le plus demandé est le soldat de plomb, les *Blei-Soldaten*

ou *soldats en composition*, comme disent les Prussiens.

Nuremberg a le monopole de cette fabrication qui occupe un grand nombre d'ouvriers.

Jugez-en : Nos renseignements précis et officiels nous font connaître en effet, qu'il existe rien qu'à Nuremberg et à Fuerth, 25 chefs de fabrique de soldats de plomb, occupant 800 personnes et nécessitant une matière première de 4000 quintaux d'étain (qui arrivent d'Angleterre et que nous pourrions fondre en France.

De plus l'emballage et l'empaquetage des soldats dans leurs boîtes occupent 50 individus à Nuremberg et à Fuerth seulement.

Voilà pour la question matérielle. Quant à la partie technique, je dois avouer toutes les difficultés que j'ai eu à surmonter à cause du grand secret dont s'enveloppent en général l'industrie et le commerce allemands.

Néanmoins, je suis parvenu à avoir quelques renseignements pris à bonne source, concernant le mode de fabrication.

Nos lecteurs en comprendront facilement l'importance.

Trois matières entrent dans l'alliage qui sert à produire les soldats en question : l'étain, le plomb, le bismuth. Les proportions du mélange sont un secret de fabrication, elles diffèrent selon les qualités et selon les industriels.

Les moules dont on se sert pour couler les soldats, sont de deux sortes : 1° moules en ardoises, constitués par deux plaques d'ardoise d'une certaine épaisseur, que l'on applique au moment d'opérer l'une sur l'autre, ce qui offre une petite ouverture permettant d'y verser l'alliage.

Ces moules sont grossièrement préparés, les Allemands les appellent les *schiefer blocke*.

2° Les autres moules sont en laiton *messing*; ils servent à la fabrication des soldats de première qualité; les industriels allemands de Nuremberg les font graver eux-mêmes.

Les soldats fabriqués en France, il s'agit de les écouler; la tâche devient alors facile; car il ne se trouvera pas un voyageur de commerce français qui ne considérera comme un devoir de présenter partout les petits soldats français.

Ils tenteront même plus, j'en suis convaincu; ils feront les plus grands sacrifices pour faciliter la réussite de cette tentative décentralisatrice; c'est une justice à leur rendre.

Du reste ce sera d'autant plus facile que les prix de vente seront absolument les mêmes qu'en Allemagne; l'expérience en est faite.

Sur ces données, une fabrique française peut se monter et rivaliser glorieusement avec les vingt-cinq manufactures allemandes.

Dès lors c'est la ruine de Nuremberg; la victoire sera complète et n'aura pas de solution douteuse, et d'une pierre nous faisons deux coups! 1° Ruiner les Allemands.

2° Enrichir autant de Français. Le but est assez beau pour qu'on puisse le tenter. Ce que l'on peut faire pour l'industrie des soldats de plomb, on peut le faire pour toutes les autres indistinctement.

Ce projet vraiment patriotique a eu un commencement d'exécution.

Comme nous l'avons déjà annoncé, il vient de se créer, en effet, une fabrique française de soldats de plomb à Lyon, cours Lafayette, où l'on est arrivé à pouvoir fournir des petits soldats dont le cachet est vraiment fort bien copié.

On sent l'industrie nationale rien que dans ces petits jouets.

Du reste, nos lecteurs pourront bientôt s'en convaincre eux-mêmes, car sur notre conseil, M. Victor Guillet, l'intelligent directeur de la nouvelle fabrique, exposera, dans une des salles des *Musées industriels et commerciaux français*, la collection complète de ses petits soldats de plomb.

Nous engageons vivement nos lecteurs à aller voir avec quels airs crânes et gentils nos petits soldats sont représentés : ils verront qu'il est bien facile de dépasser les Allemands dont le bon goût n'a jamais été l'hôte.

Hector FRANCE.

LA PÉTITION HILLAIRAUD

POUR RÉCLAMER

la clémence du gouvernement espagnol.

La pétition se couvre de signatures : nos lecteurs se sont empressés de répondre à notre appel; nous laissons encore la pétition ouverte afin de permettre à tous les patriotes de venir protester en faveur d'Hillairaud.

Si l'acquiescement ne peut être prononcé, ces signatures serviront d'autant de circonstances atténuantes.

Que tous nos lecteurs viennent en foule pour signer, 35, rue Centrale, au 1er.

Des listes imprimées seront mises à la disposition de tous nos amis et déposées dans tous les établissements, cafés, brasseries, restaurants, etc.

Les adhérents à la pétition privée émanant de l'initiative de M. Flamez sont priés de venir signer au *Quand Même*.

La pétition n'étant pas close, nous renvoyons à un prochain numéro la publication du texte que nous adresserons incessamment au gouvernement espagnol.

Le Commerce ANTI-FRANÇAIS A LYON.

Nous avons reçu la lettre suivante :

Monsieur le Rédacteur,

Vous faites bien de vous associer à la campagne contre les Allemands; seulement il n'y a pas que les commerçants qui les emploient et on ferait bien de jeter aussi un coup d'œil dans nos administrations où les Allemands ont su se trouver un refuge sûr et agréable jusqu'aujourd'hui.

Ils se font passer pour Suisses ou Luxembourgeois et se font héberger et payer à nos frais. Etant plats et rapporteurs, on les préfère aux Français, meilleurs travailleurs, mais moins souples.

Ne devrait-on pas exiger des preuves de nationalité surtout par ce temps de crise où tant de nos ouvriers sont sur le pavé et seraient si heureux de trouver du travail et un abri.

Veillez agréer, etc.

Suit la signature.

Nous nous sommes rendus compte de la véridicité des faits dénoncés par notre correspondant : ils sont malheureusement vrais.

Ainsi, il existe des administrations placées directement sous le contrôle de l'Etat, qui emploient des étrangers.

Dans les hôpitaux, le cas n'est pas rare, et pendant ce temps, comme dit notre correspondant, nos compatriotes sont sur le pavé, ne trouvant ni travail ni abri.

La difficulté de signaler ces abus anti-nationaux est très grande, car chacun dissimule sa nationalité, et il est bien rare de trouver un Prussien ne se disant pas alsacien ou suisse; c'est une véritable enquête à ouvrir; ne reculant devant rien nous l'utiliserons dans nos colonnes.

Nous recevons une protestation signée de plusieurs verriers nous signalant l'inconcevable débit des verres dit de Bohême; ces verres sont de fabriques allemandes, et malheureusement pas une seule fabrique française n'a eu l'heureuse idée d'en livrer directement au commerce.

Nous avons cependant des cristalleries et verreries qui ne craignent guère la concurrence de l'étranger.

Alors pourquoi ne pas livrer le verre dit de Bohême.

Déjà, nous avions les soldats de plomb, que l'on ne pouvait trouver qu'en Allemagne et qui se fabriquent maintenant à Lyon; nous aurons aussi nos verres de Bohême et ni producteur ni consommateur ne s'en plaindront en France.

LOTÉRIE HAMBOURG.

Nous prévenons nos lecteurs de se méfier des prospectus allemands de MM. Kauffmann et Simon, qui vous sollicitent d'adhérer à la loterie d'Hambourg (ville libre) : c'est l'œuvre pure et simple de financiers allemands qui essaient d'escamoter l'argent français en éblouissant par l'appât de gains mensongers.

Au panier tous ces prospectus prussiens.

LA MARQUE MUNICIPALE LYONNAISE.

On sait que la chambre de commerce de Lyon, sur la proposition de la chambre syndicale des tisseurs, a adopté le principe d'une marque municipale frappant toutes les étoffes fabriquées à Lyon; c'est une garantie pour éloigner du consommateur toutes les fabrications allemandes qui déjà encombraient nos magasins.

La proposition fut portée au conseil municipal de Lyon, et, dans sa séance du 27 juillet 1886, tout le conseil a adopté le rapport de M. Montvert concluant à l'acceptation de la marque municipale.

La chambre syndicale n'avait plus qu'à se servir de cette garantie offerte à nos fabrications; après s'être consumée en efforts, elle s'est trouvée contrainte d'arrêter ses démarches auprès des consuls de toutes les puissances pour soumettre à ceux-ci la décision prise par les fabricants lyonnais et de donner aux représentants de la France dans tous les pays, les moyens de faire appliquer la marque municipale.

C'est pour cela qu'une demande de subvention fut déposée au conseil municipal de Lyon le 15 décembre de l'année dernière, et le rapport de M. Grimand, concluant au rejet de la subvention, fut repoussé.

Aujourd'hui le conseil est saisi de la même demande : il y a tout lieu de croire qu'il acceptera, que la marque pourra être appliquée dans tous les pays; ce sera la consécration de son vote du 27 juillet dernier.

L'acceptation de cette proposition permettra de combattre les importations des fabri-

cants et commissionnaires allemands, dont nous donnerons les noms lorsque leurs dossiers seront complets.

Nous les suivons partout même dans certain café de la rue Pizay, où tout ce que la soierie lyonnaise compte d'Allemand se donne rendez-vous.

Angus.

INSOUCIANCE

M. HERBETTE

NOTRE AMBASSADEUR EN ALLEMAGNE EN CONGÉ.

M. Herbette, ambassadeur de France à Berlin, est parti en congé de quinze jours.

Il revient en France avec sa famille. C'est bien le comble de l'insouciance. Que dire, en effet, du départ de M. Herbette, dans des circonstances aussi tendues.

On ne peut pas dire que notre ambassadeur vient à Paris pour prendre des ordres; puisqu'il arrive avec sa famille.

Peut-être que M. Herbette vient avec l'intention de ne pas retourner à Berlin : en tout cas, si réellement il ne se croit pas suffisamment équilibré pour remplir ce poste difficile, il n'a qu'à se hâter.

M. Flourens — par son incapacité — a besoin d'un auxiliaire adroit à Berlin : je doute que M. Herbette remplisse cette condition.

RIPUAIRES, VEILLEZ TOUJOURS.

Entends là-bas, ce bruit confus, L'ennemi s'agite dans l'ombre; Par milliers, les casques pointus, Sont campés dans la forêt sombre; Chevaux, soldats, charriots, fourgons, Sont prêts à passer la Moselle. Boulanger, fais de tes canons, Feu... à la première étincelle.

REFRAIN.

Ripuaires, veillez toujours, Aux premières alarmes, Tous les Français en armes, Voleront à votre secours.

Il croit vraiment qu'il fut vainqueur; C'est de là que vient son audace. Ses uhlanes ne nous font point peur Pas plus que le Saxon rapace; Nous rions de ces fanfarons. Que nous font leur dépit, leurs haines; S'ils viennent, nous leur montrerons Que nous n'avons plus de Bazaines.

Sans laisser rire à tes dépens, Peuple français, montre-toi sage; Vois, de Pagny le guet-à-pens Se résoud à notre avantage; Fais fi de ces provocations. Pendant que sa bile s'épanche, Grossis encore tes bataillons Pour le grand jour de la revanche.

Jeunes ou vieux, petits et grands Chacun se doit à la patrie; Plus de partis, serrons nos rangs, Vendons chèrement notre vie, Tenons-nous prêts, car le Teuton, Furieux de sa sottise équipée, Nous prendra sur un autre ton; Boulanger, saisis ton épée.

C. EMME.

Lyon, le 29 avril 1887.

LE TRAITÉ DE FRANCFORT

(in-extenso)

Publié d'après des documents officiels sous les sceaux de :

MM. A. THIERS. JULES FAVRE. POUYER-QUERTIER. C. DE GOULARD.

MM. V. BISMARCK. ARNIM. COMTE DE BRAY-STEINBURG. BARON DE WÄCHTER. MITTNACH. JOLLY.

(SUITE.)

M. de Meaux fut chargé du rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui devait examiner les différentes clauses du traité. Ce long rapport n'est qu'une répétition des articles du traité définitif; nous n'en citerons qu'un passage :

EXTRAIT du RAPPORT de M. DE MEAUX.

Membre de l'Assemblée nationale.

« Les préliminaires ne parlaient d'aucun arrangement commercial; le traité stipule pour l'Allemagne avec réciprocité pour la France, le traitement de la nation la plus favorisée; par là, l'Allemagne est associée au bénéfice de nos traités de commerce aussi longtemps qu'ils subsisteront; elle ne pourrait être exclue de ceux que nous conclurons à l'avenir avec l'Angleterre, la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche, la Suisse, la Russie.

« Ainsi est remplacé ce traité de commerce que la guerre avait rompu avec la Prusse et le Zollverein et qui, conclu pour dix années, devait expirer en 1877; il nous était proposé de le renouveler, non point jusqu'à cette date, mais avec dix années encore. C'est en face de cette demande que les plénipotentiaires français ont voulu sauvegarder pour l'avenir, sinon la faculté de conclure à notre gré des conventions douanières, du moins de droit d'établir librement chez nous des tarifs. »

TRAITÉ DÉFINITIF TEXTE

MM. Jules Favre, Pouyer-Quertier, de Goulard, d'un côté, et le prince Bismarck, le comte d'Arnim, de l'autre, ont arrêté :

ARTICLE PREMIER.

Limite du territoire conquis.

La distance de la ville de Belfort à la ligne de frontière, telle qu'elle a été d'abord proposée lors des négociations de Versailles, et telle qu'elle se trouve marquée sur la carte annexée à l'instrument ratifié du traité des préliminaires du 26 février est considérée comme indiquant la mesure du rayon, qui, en vertu de la clause y relative du premier article des préliminaires, doit rester à la France avec la ville et les fortifications de Belfort.

Le gouvernement allemand est disposé à élargir ce rayon de manière qu'il contienne les cantons de Belfort, de Delle et de Giromagny, ainsi que la

partie occidentale du canton de Fontaines, à l'ouest d'une ligne à tracer du point où le canal du Rhône au Rhin sud des cantons de Delle, au sud de Montreux-Château, jusqu'à la limite nord du canton, entre Bourg et Félon, où cette ligne joindrait la limite est du canton de Giromagny.

Le gouvernement allemand, toutefois, ne cédera les territoires sus-indiqués qu'à la condition que la République française de son côté, consentira à une rectification de frontière le long des limites occidentales des cantons de Cattenom et de Thionville, qui laisseront à l'Allemagne le terrain à l'est d'une ligne partant de la frontière du Luxembourg entre Hussigny et Redingen, laissant à la France les villages de Thil et de Villerupt se prolongeant entre Erronville et Aumetz, entre Beulvillers et Boulange, entre Trieux et Lomorigen, et joignant l'ancienne ligne de frontière entre Avril et Moeuvre.

La commission internationale dont il est question dans l'article premier des préliminaires se rendra sur le terrain immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, pour exécuter les travaux qui lui incombent et pour faire le tracé de la nouvelle frontière, conformément aux dispositions précédentes.

ARTICLE 2.

Option pour la nationalité française.

Les sujets français originaires des territoires cédés, domiciliés actuellement sur ce territoire, qui entendent conserver la nationalité française jouiront jusqu'au 1er octobre 1872 et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, sans que ce droit puisse être allégué par les lois sur le service militaire, auquel cas la qualité de citoyens français leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles, situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.

Aucun habitant des territoires cédés ne pourra être poursuivi, inquiété ou recherché dans sa personne ou dans ses biens, à raison de ses actes politiques ou militaires pendant la guerre.

(A suivre.)

ON PEUT SE PROCURER AUX BUREAUX DU *Quand Même* LE COMMENCEMENT DU TRAITÉ DE FRANCFORT DONT LA COLLECTION FORMERA UNE PIÈCE IMPORTANTE QUE TOUS NOS LECTEURS TIENDRONT À CONSERVER.

LE QUAND MÊME

Suis le lion qui ne mecrds point,
Si non quand l'ennemi me pomet.
LYON.

Organe spécial des Revendications Françaises, paraissant toutes les semaines.

Qui s'y frotte s'y pique.
NANCY.

Dernières nouvelles de la nuit. — Services télégraphiques spéciaux. — Informations du monde entier.

Lettre d'Alsace-Lorraine.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU QUAND MÊME.)

Le courrier de Metz ne nous est pas parvenu cette semaine; mais nous recevons par voie détournée la communication suivante :

Metz, 2 mai.

Monsieur DE VRIES, rédacteur en chef du *Quand Même*, à Lyon.

Les persécutions continuent en Alsace-Lorraine; la situation n'est plus tenable; nous sommes obligés d'agir avec une grande prudence.

Vous recevrez sous peu, — avec ma lettre — une liste couverte de signatures en faveur du français Hillairaud. Vous voudrez bien, au dernier moment, la joindre aux vôtres.

Il est inutile de vous dire que les adhésions sont nombreuses. Chacun ici se souvient du traître qui nous a livrés. A vous cordialement.

X...

L'Allemagne réduite à la Paix.

M. F. Laur, en ce moment à Berlin, envoie de cette ville au journal la *France* la note suivante :

« Une grave nouvelle circule en ce moment dans les cercles politiques. Les dernières discussions de la commission des finances au Reichstag ont révélé l'extrême pénurie du Trésor.

« Tout le monde sait ici que tous les emprunts demandés avaient pour but de permettre la mobilisation immédiate des armées allemandes.

« On a constaté d'abord que le Trésor était vide.

« Puis, quand il s'est agi d'un emprunt, des députés énergiques et influents ont prouvé que l'augmentation des impôts est impossible; ils ont atteint leur maximum, en Prusse surtout.

« Il est prouvé que la plus sérieuse raison qui ait l'Allemagne de ne pas entrer en campagne, c'est que ses finances sont dans un triste état. Elle doit même suspendre quelques préparatifs jugés cependant nécessaires. Elle est réduite à la paix par la force des choses. Je vous envoie d'ailleurs, à ce sujet, d'intéressants détails. »

Le QUAND MÊME en Espagne.

Nous recevons de notre correspondant de Madrid la note suivante :

Madrid, 1^{er} mai 1870.

Votre deuxième numéro a été lu avec la plus grande attention.

Il prouve jusqu'à l'évidence que la France, notre sœur, a repris sa place dans le monde.

L'affaire de Pagny a été jugée sévèrement en Espagne et aujourd'hui l'Allemagne est persuadée que la France ne supportera plus d'injures.

Courage, le colosse germanique se désagrège : la Saxe murmure; la Bavière hésite; le moindre effort et cet empire créé par la force, qui n'a l'estime d'aucune nation, roulera dans la poussière dans un avenir prochain.

L'Allemagne n'a plus de morgue; elle a peur, elle ne recommencera plus un Pagny, elle cédera comme elle a cédé vis-à-vis de nous au sujet des files Carolines.

CORSARIO.

Chez M. de BLOWITZ.

On lit dans la *France* :

Hier, raconte la chronique mondaine, illustre correspondant du *Times* à Paris M. Opper, dit de Blowitz, donnait un déjeuner en l'honneur de lord Rosebery, l'ancien ministre des affaires étrangères du cabinet Gladstone. A ce déjeuner, à côté de quelques notabilités étrangères, assistaient un certain nombre de nos compatriotes, parmi lesquels un des membres les plus en vue du gouvernement.

MM. Meilhae, Pailleron, Bonnat qui étaient de la fête, paraît-il, sont de simples particuliers qui sont complètement libres de déjeuner où bon leur semble et d'accepter les invitations de M. Opper, dit de Blowitz. Tous les goûts sont dans la nature.

Mais un ministre, un homme qui occupe les plus hautes fonctions de la République, n'est pas un simple particulier. Il n'est pas maître de ses actes comme tout autre citoyen peut l'être. Il lui faut observer dans ses relations une réserve telle qu'elles ne puissent, en aucun cas, prêter à une interprétation équivoque.

A notre sens, un ministre qui fréquente chez des gens de la trempe de M. Opper, dit de Blowitz, est un ministre qui se compromet.

Le correspondant du *Times*, on le sait, est un être bizarre. Né juif morave, il s'est fait chrétien et naturalisé Français pour pouvoir mieux insulter, calomnier la France dans un journal anglais. Il n'est pas de coups de pieds de l'âne qu'il n'ait donnés à notre pays; il n'est pas de mauvais tour qu'il n'ait joué à nos ministres.

M. Jules Ferry, M. de Freycinet et surtout l'inénarrable M. Flourens en savent quelque chose.

Nous comprenons d'autant moins cette démarche que celui de nos ministres qui se commet ainsi avec M. Opper, dit de Blowitz, est précisément un des membres les plus dignes du cabinet, celui dont la tâche très

clairement tracée est la plus utile et la plus patriotique.

Ce ministre est chargé de défendre les intérêts matériels de la France contre la ruineuse concurrence étrangère, et particulièrement contre les Allemands et les Anglais.

En l'état, que peut-on penser, quand on voit ce même ministre, indifférent par ordre sur tout ce qui touche aux Allemands, montrer à l'égard d'un autre de nos pires ennemis, l'Anglais, une condescendance équivoque?

M. Opper, dit de Blowitz, ne fait rien pour rien. S'il entraîne un ministre à s'acquiescer avec lui, c'est qu'il espère bien en tirer quelque chose. Or cette chose ne peut être que contraire à l'intérêt français.

LUCIEN NICOT.

Notre excellent confrère a certainement raison de s'élever contre le sans gêne de ce singulier ministre, dont le nom est certainement sur toutes les lèvres.

C'est un avertissement: nous sommes certains qu'il a obéi à sa nature communicative; mais néanmoins, il ne devait pas oublier qu'il fait partie du gouvernement français et qu'il doit spécialement veiller sur les agissements de certains esprits qui n'attendent que l'occasion de tendre un piège qui devrait faire sombrer notre gouvernement.

La personnalité de M. de Blowitz n'est pas tellement sympathique pour qu'un ministre ne sache point refuser une invitation aussi compromettante. Il ne faut pas que cela se renouvelle. C'est la dignité de la France qui est en jeu.

ALSACE-LORRAINE.

La *Gazette de Metz* dit qu'on parle de mesures très radicales que va prendre M. Studt, sous-secrétaire d'Etat, et notamment de la dissolution définitive de toutes les sociétés qui refusent systématiquement d'admettre des Allemands, telles que les casinos français de Mulhouse, Colmar, etc. De même il est question de l'expulsion de tous les étrangers encore soumis à l'obligation du service militaire et appartenant à des familles de notables. Enfin, dit-on, des changements auront lieu dans le personnel de l'administration supérieure.

Un de nos amis, Alsacien, qui fut le disciple de Gautsch au collège de Sainte-Marie-aux-Mines, nous communique, sur l'enfance de ce louche personnage, des faits qui dénotent bien son caractère capable de toutes les ignominies.

Le sieur Gautsch, cet Alsacien renégat, fut convaincu de vols coramibus chez un de ses parents et ne dut qu'à une excessive bienveillance du principal du collège de Sainte-Marie-aux-Mines de n'être pas honteusement chassé comme il le méritait.

Avec de tels antécédents, il est clair que ce gredin était tout préparé à commettre la monstrueuse traîtrise dont il s'est rendu coupable à l'égard de M. Schœbelé.

LA MISÈRE.

On nous écrit de Mulhouse qu'avant les élections du Reichstag, il y avait de nombreux travaux projetés pour la fin de l'hiver.

Depuis, toutes les industries sont suspendues, les ruines s'accumulent tous les jours. Partout c'est une misère incroyable.

SUR LA FRONTIÈRE FRANÇAISE.

ENVOI DE RENFORTS TEMPORAIRES A METZ.

Le régiment d'artillerie de forteresse de Brandebourg, n° 3, qui était en garnison à Mayence, a reçu l'ordre de partir demain, 2 mai, pour Metz; l'ordre porte qu'il est commandé à la place forte de Metz pour une durée de deux mois.

Il sera remplacé par le régiment d'artillerie de forteresse saxon n° 12, et ensuite par le régiment d'artillerie de forteresse rhénan n° 8 qui sont commandés pour des exercices de tir à la Wahner Heide, près Mayence, pour une période de 30 jours chacun, successivement.

ALLEMAGNE.

La commission du budget du Reichstag a voté les crédits inscrits au budget supplémentaire pour la construction de casernes et d'hôpitaux militaires, crédits dont la discussion avait été remise.

Elle a également adopté le projet du gouvernement pour les demandes faites en vue de mettre l'armée mieux en état de combattre.

La commission a adopté, en outre, sans modification, le crédit supplémentaire demandé pour les lignes de chemins de fer stratégiques, ainsi que le projet d'emprunt tel qu'il est proposé par le gouvernement.

LES DÉSECTIONS.

Bon augure pour la prochaine guerre, les désertions deviennent de plus en plus nombreuses.

En Saxe, c'est 24 déserteurs, dont 2 officiers qui ont passé dans la légion étrangère. Bravo!

HUIT ALLEMANDS CONTRE UN FRANÇAIS.

Près de Nancy, à Maxéville, se trouve la brasserie de l'Est, dans laquelle vit un Allemand, qui, en 1870, fit la campagne en qualité de sous-officier de cuirassiers blancs. Presque tous les ouvriers sont des Allemands. La semaine dernière une vingtaine d'entre eux jugèrent prudents de passer la frontière, en présence de l'attitude hostile des habitants de Maxéville, vivement émus par l'affaire de Pagny.

Seize cependant restèrent et, loin d'être tranquilles, ils ne cessèrent d'insulter la France. Hier à midi, huit d'entre eux recom-

mencèrent leurs injures en présence d'un Alsacien français, M. Picard, jeune homme de vingt ans. Une discussion s'éleva. Les Allemands tirèrent leurs couteaux et se précipitèrent sur Picard, mais ce dernier, de deux coups de poing fit rouler à terre les deux plus proches assaillants. Puis, dans un moment de répit, il ramassa une pierre et fendit le crâne à l'un des Teutons.

Les autres, voyant leur camarade perdre le sang en abondance, se sauvèrent ne se sentant probablement plus en nombre (ils n'étaient plus que cinq) pour oser attaquer un si robuste gaillard.

M. Picard, arrêté jeudi après-midi, a été mis en liberté comme s'étant trouvé en cas de légitime défense. Les sept Allemands ont été transférés le soir à la prison, accompagnés par une foule indignée de la conduite de ces lâches coquins là!

Les Allemands avaient dit, en présence de M. Picard, que l'affaire de Pagny montrait une fois de plus que les Français étaient des lâches, et ils se promettaient de revenir bientôt à Nancy accompagnés de leurs compatriotes.

PRÉPARATIFS A MAYENCE.

Les autorités militaires de Mayence redoublent d'activité.

Des convois viennent tous les jours de Cologne et d'Essen. Des quantités de fourgons transportent à la citadelle des munitions de guerre.

Cette grande citadelle, bâtie sur l'emplacement d'un camp romain, est devenue un immense magasin de munitions pour l'infanterie et l'artillerie.

L'état-major a fait remplir de munitions les trois bastions de Germanicus, de Drusus et de Tacite. Le bastion de l'Alarm va recevoir les approvisionnements nécessaires pour permettre à la garnison de résister longtemps en cas de siège.

RUSSIE.

LES CHEMINS DE FER DANS LA GUERRE PROCHAINE.

Varsovie, 1^{er} mai. Le gouvernement russe vient d'ordonner la construction de sept nouvelles stations sur le chemin de fer de la Vistule. Ces gares seront exclusivement à l'usage des autorités militaires.

Les travaux des lignes stratégiques doivent être poussés aussi rapidement que possible.

PAS DE RUSSÉS EN ALLEMAGNE.

On constate cette année l'absence complète des touristes russes à Berlin. Ce fait est vivement commenté.

LA RUSSIE ET L'ALLEMAGNE.

Une dépêche arrivée hier soir, dit que, sur la frontière russe-allemande, on s'attend à un incident semblable à celui de Pagny-sur-Moselle.

Des ouvriers allemands sont employés aux travaux de fortifications; les plus grandes précautions sont prises pour éviter tout in-

FEUILLETON DU QUAND MÊME. (3)

GAMBETTA

Par un Ancien Député.

(ÉCRIT SPÉCIALEMENT POUR LE QUAND MÊME.)

Faisons un pacte avec la victoire ou avec la mort!

— SUITE —

La péroration de Gambetta fut surtout admirable.

« Ecoutez, voilà 17 ans que vous êtes les maîtres absolus, discrétionnaires de la France. — C'est votre mot, — nous ne cherchons pas l'emploi que vous avez fait de ses trésors, de son sang, de son honneur et de sa gloire... »

« Personne n'ignore les catastrophes financières qui, en ce moment même, sautent comme des mines sous nos pas; mais ce qui vous juge le mieux, c'est que vous n'avez jamais osé dire : Nous célébrerons, nous mettrons au rang des solennités de la France, le Deux-Décembre comme un anniversaire national! Et cependant tous les régimes qui se sont succédé dans ce pays se sont honorés

du jour qui les a vus naitre. Il n'y a que deux anniversaires, le 18 brumaire et le 2 décembre, qui n'ont jamais été mis au rang des solennités d'origine, parce que vous savez que si vous les y mettez, la conscience universelle les repousserait.

« Eh bien! cet anniversaire, dont vous n'avez pas voulu, nous le fêterons toujours, incessamment, chaque année; ce sera l'anniversaire de nos morts, jusqu'au jour où le pays, redevenu le maître, vous imposera la grande expiation nationale, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité! »

Gambetta populaire.

La renommée aux cent voix éleva le jeune avocat au faite de la popularité. De simple stagiaire il devint grand avocat.

Il s'était révélé dans l'affaire du complot; il avait continué avec le procès Baudin, qui lui assura son avenir.

Le lendemain, la remarquable plaidoirie de Gambetta était publiée et commentée par tous les journaux. Le soir, les boulevards présentaient une grande animation; le nom de Gambetta était mêlé à toutes les conver-

sations : c'était le héros du jour, le lion de l'époque.

Les républicains voyaient dans cet homme le protecteur de la liberté, qui ne craint pas revendiquer, en plein tribunal, les droits du peuple opprimé. Notre confiance renaissait et nos espérances ne devaient que grandir.

Les partisans de l'Empire se taisaient! ils se sentaient atteints. Et aux Tuileries, le meurtrier de décembre était plongé dans les plus grandes réflexions.

Il fallait sortir de cette impasse où l'avait conduit un simple avocat inconnu hier qui s'était fait l'écho des protestations soulevées par la mort héroïque de Baudin.

Eh bien! oui. Depuis 17 ans, ce bandit avait pu cacher son crime; il vivait honoré et adulé aux Tuileries, escorté par une bande de repus, de tarés et de filles publiques qui faisaient le plus bel ornement de la Cour impériale.

L'empereur qui se croyait bien fort et dont l'impunité était assurée, s'était laissé aller pendant plus de trois lustres, s'était grisé à la fortune de la France.

Le peuple baissait la tête en n'osant protester! le régime du sabre et de l'oppression l'étoffait.

Un homme sort du néant et ose jeter à la face de Napoléon III ses infamies et ses crimes.

L'empereur était de plus en plus perplexe et cependant ses ministres complices

étaient au bout de leur corde : tous leurs calculs — même augmentés de ceux qui se formaient dans le coffre de Napoléon III dont la vessie était aussi insondable que la bêtise de Rouher — ne parvenaient à arrêter le torrent républicain, surtout maintenant que les irréconciliables pouvaient compter sur un nouvel adhérent dont la popularité augmentait encore leur prestige.

Le procès Baudin fut donc un formidable coup de hache porté à la base du colosse impérial dont toute la force reposait sur du clinquant et du bronze hissés sur une montagne de cadavres.

Les fondations du système impérial n'étaient pas solides : une violente émotion et le peuple se lancerait bien vite à l'assaut.

Napoléon III voyait si bien tout cela qu'il essayait — mais en vain — de fomenter un de ces nouveaux complots de blouses blanches qui avaient pour mission spéciale de redorer le prestige de l'aigle bâtard en agitant devant le peuple effrayé le spectre du sang.

Les Clubs.

Pendant que dans l'entourage de l'empereur, on essayait de lutter encore contre le droit et la justice, au détriment du peuple

souverain, la population parisienne — plus sûre d'elle-même, puisqu'elle avait un tribunal — se remuait secrètement et organisait des clubs dont le but n'échappait à personne.

On y causait de l'empereur, de ses crimes, de son gouvernement, de ses ministres dans des termes qui laissaient aucun doute sur les sentiments des républicains à l'égard de celui qui devait conduire la France à Sedan.

Gambetta était proclamé le sauveur; partout on l'acclamait. C'était la bête noire de l'empereur, qui venait à la suite de Victor Hugo et de Rochefort dont les pamphlets continuaient plus vifs et plus agressifs que jamais.

Avec de tels ennemis l'empire ne devait pas aller loin.

Cela dura cependant encore quelque temps, grâce à un système de corruption répandu adroitement parmi les populations.

Mais à partir du *Procès Baudin*, on peut dire que l'Empire est bien affaibli. Gambetta avait mis le feu aux poudres, et dans le petit appartement de la rue Bonaparte, M^{lle} Massabie, la tatan de Léon, était toute rayonnante.

— Ah! je savais bien qu'il arriverait!

(A suivre.)

cident. Des deux côtés de la frontière, il y a un grand malaise et de vives inquiétudes. Une grande inquiétude règne ici, maintenant surtout qu'une alliance entre la France et la Russie devient de plus en plus probable. La garnison de Königsberg, qui était déjà de 7.000 hommes, est presque double en ce moment. D'après une communication faite à une feuille officieuse par un officier de l'état-major, « la ville elle-même pourrait résister à un long siège, d'autant plus que les Russes ne sont pas munis d'une artillerie de siège suffisante; mais il n'est pas aussi sûr que les effectifs allemands, dont l'état-major pourrait disposer, soient suffisants pour soutenir le choc des armées russes. »

AUTRICHE-HONGRIE.

Les boulangeries militaires ont reçu l'ordre de fabriquer, dans le plus court délai, 840.000 biscuits et de les mettre en caisses.

LE CONGO.

La convention entre la France et l'Etat libre du Congo a été signée. Pour la délimitation, l'Etat accepte la transaction proposée par M. de Freycinet. La limite sera le thalweg de l'Oubanghi. Le petit poste de N'Koundja, fondé par M. de Brazza, et qui se trouve sur la rive gauche, est cédé à l'Etat libre, la rive droite seule appartenant à la France.

La clause de préemption stipulée en 1885 ne sera pas opposable à l'Etat s'il voulait céder partie ou totalité de ses territoires à la Belgique.

L'Etat renonce à la loterie de vingt millions dont l'émission en France aurait pu avoir lieu suivant un engagement pris par M. Jules Ferry; mais le gouvernement français consent à admettre à la cote les titres de l'emprunt du Congo jusqu'à concurrence de quatre-vingts millions.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL.

La légation du Brésil à Paris vient de recevoir de M. le Président du conseil des ministres à Rio-de-Janeiro une dépêche, donnant de meilleures nouvelles de la santé de l'Empereur dont on annonçait l'état grave.

L'ÉVACUATION DE L'ÉGYPTÉ.

On annonce que dans ses négociations avec le sultan, sir Dr. Wolff a proposé l'évacuation de l'Égypte par les troupes britanniques dans un délai maximum de cinq ans. Le Standard déclare que cette nouvelle causera une vive surprise sinon même de l'indignation en Angleterre.

EN ALLEMAGNE.

Coblentz.

... La musique du 28^e régiment d'infanterie jouant sous les fenêtres de l'hôtel Bellevue, j'écoutais ces soldats envoyant à leurs fanfares de guerre au pied de cette formidable citadelle d'Ehrenbreistein que nos soldats enlèveront il y a quatre-vingt-dix ans, et si près du cimetière où reposent nos morts de 1870-71, petit cimetière ouvert au pied de la pyramide de Marceau.

J'ai voulu visiter ce cimetière de nos soldats prisonniers. Il est au Petersberg, non loin du camp où durant l'hiver de l'année terrible, les malheureux souffrirent tant au moral et au physique. De loin, on l'aperçoit, quand on a franchi la voie du chemin de fer, et dans un bouquet de bois apparaît la couleur grise d'une lourde pyramide portant le nom de Marceau, et des inscriptions lapidaires : *L'Armée de Sambre-et-Meuse à son général*, une autre constatant la mort de Marceau « entre les bras de quelques Français et des officiers autrichiens. » Puis les nobles

paroles du général Klay à Marceau mourant : « Je donnerais pour vous sauver le quart de mon sang, quoique l'empereur, mon maître, n'ait jamais rencontré de plus rude ennemi que vous. »

Je ne sais quel bas-relief représentant, sans doute, une allégorie pénible ou offensante pour le sentiment allemand a été arrachée du côté de cette pyramide qui regarde Ehrenbreistein. C'est auprès de là et comme protégés par le grand nom du général de vingt-deux ans, c'est à l'ombre même de la tombe du héros victorieux, que reposent nos morts inconnus, les anonymes des martyrs de la défaite. Et c'est le cœur serré que j'ai fait le tour de ce cimetière envahi à demi par les ronces et les herbes folles autour des tombes, mais dont les allées sablées de sable noir, de gravier mêlé à quelque mâchefer, sont soigneusement entretenues.

Hélas ! il vient peu de visiteurs autour de ces croix de pierre dont quelques-unes sont ornées de couronnes de fer-blanc peint en bleu. De grands noyers où chantent les moineaux, un saule pleureur, ça et là des phlox au-dessus desquelles voltigent des papillons, donnent l'ombre de leurs branches ou le sourire de leurs fleurs à ces tombes ignorées, à ces petits mausolées recouvrant les trous profonds où dorment côte à côte des camarades de toutes armes et de tous âges (presque tous jeunes hommes pourtant) réunis là dans la promiscuité de l'exil et de la mort. Et je lis un nom çà et là, qui pendant que la musique allemande jette là-bas ses notes de cuivre, m'apporte ici un écho de la France : *Eduard (Charles), Leblanc (Jean), Jacques (Camille), Margin (Hubert), Goulas (Léon), Ravenel (Jean-Marie), Giraud (Sylvane)*...

Combien encore ! Combien, partis de leur village ou de leur faubourg, sac au dos, chanson aux lèvres, espoir au cœur ! Qu'est-ce qu'ils furent, ces inconnus dont on ne nous dit ni le numéro du régiment, ni l'âge, ni le grade ? Ouvriers de nos villes, laborieux de nos champs, petits commis, enrôlés volontaires ou conscrits attristés, que sais-je ? Ils sont la France ! Ils sont les martyrs ignorés de la cause éternelle. Ils sont ceux qui toujours payent pour les puissants et qui, inépuisables et non taris, malgré tant de saignées faites depuis des siècles, ont encore et auront toujours dans les veines, du sang à verser pour le pays.

C'est l'autorité militaire qui a la clé du cadenas ouvrant la grille de bois noir goudronné plantée autour du cimetière de Petersberg. Les soldats veulent veiller sur l'entretien des tombes des soldats. Ils méritent bien qu'on ne les oublie pas, ces pauvres morts qui, dans la débâcle de Froeschwiller ou à Metz, à Saint-Quentin ou à Coulmiers, ou à Mans, à Villersexel — qui sait où il combattirent ? — ont, tout autant que les grenadiers de Marceau, escaladé victorieusement ces pentes des montagnes rhénanes, bien mérité de la patrie. Ce qu'il leur a manqué, ce n'est pas le dévouement, c'est la fortune.

Les vainqueurs, s'ils furent plus heureux, ne furent pas plus braves et si leurs peintres, dans leurs panoramas (je songe à M. Wilhelm Beckmann, auteur d'un panorama de Saint-Privat (18 août 1870), d'ailleurs assez médiocre et exposé à Cologne), montrant nos soldats agitant des mouchoirs blancs et tendant peureusement leurs chapelets à des fantassins prussiens, tandis que nos officiers leurs donnent des coups de pommeau de sabre pour les faire marcher — les soldats qui les ont combattus leur rendent plus de justice et savent qu'il y avait quelque mérite à triompher des héros qui défendaient jusqu'au dernier grain de poudre les fermes de Leipzig et de Moscou.

Je me suis éloigné pensif de ce cimetière du Petersberg. Il y a un autre cimetière encore auprès de Coblentz, où sont enfouis aussi les ossements de tant de nos compatriotes sortis de l'ambulance les pieds devant ou tués par la maladie, au camp. Du reste, toute cette terre est comme arrosée du sang français.

La pyramide sous laquelle dort Marceau, dans le même terrain que les soldats de 1870, n'est pas éloignée de l'obélisque

élevée au Weissenstern à la mémoire de Hoche. Ces monuments de nos gloires passées, on ne les voyait pas, quand on faisait, jadis, le voyage des bords du Rhin. On ne s'en inquiétait pas, on les regardait à peine. Lazare, Hoche ! Marceau ! L'armée de Sambre-et-Meuse ou de Rhin-et-Moselle, c'était oublié et leur souvenir ne faisait guère palpiter le cœur que des enfants que l'on menait au Cirque olympique, voir des pièces militaires ! Aujourd'hui, ils vous tiennent aux entrailles, ces souvenirs. Ils vous étreignent, ils vous hantent. Le monument colossal, l'hymne triomphal, si je puis dire, l'hymne de pierre du Niederwald fait passer en toute justice des éclairs d'orgueil dans les prunelles des Allemands mais, sans compter les fiers souvenirs d'autrefois, ces pauvres petites croix délaissées des morts sans gloire du Petersberg et des fosses profondes, ces humbles tombes oubliées, perdues dans un coin de terre allemande, permettent aux Français qui passent de saluer aussi quelque noble image : un fantôme, soit, une vision, mais la vision du trouper de France mort captif après avoir fait son devoir.

Jules CLARETIE.



ÉCHOS DE PARTOUT.

LE PÈRE DUPIN.

Les auteurs dramatiques avaient l'espoir de fêter bientôt le centenaire de M. Henri Dupin, le père Dupin, comme on l'appelait amicalement. Encore quatre ans, et cette solennité aurait eu lieu avec un cérémonial inusité; on songeait déjà à en faire une sorte de manifestation confraternelle, quand le bruit s'est répandu hier soir que notre aimable et vénérable doyen venait de s'éteindre, à quatre heures de l'après-midi, rue Notre-Dame-de-Lorette, 48, dans cette maison qu'il habitait depuis vingt-six ans !

Il n'y a pas longtemps que M. Dupin ne quittait plus la chambre. Dernièrement encore, on le voyait toujours habillé avec une propreté d'ancien dandy, se promener sur le boulevard, allant de l'Opéra-Comique aux Variétés, ses deux théâtres favoris.

Le soir, il faisait de longues séances dans les foyers des artistes, toujours galant, souvent fier d'une rose à la boutonnière pour avoir un prétexte à offrir à la comédienne ou la chanteuse qui lui demandait de ses nouvelles.

Type aimable, un des derniers survivants de la vieille urbanité française — surtout envers les dames — car, pour ses jeunes confrères, papa Dupin n'était pas toujours tendre.

Il avait gardé jusqu'en ces dernières années l'habitude de déposer des manuscrits dans les théâtres, et les refus très polis, très courtois qu'il éprouvait partout avaient légèrement aigri son caractère.

Il se vengeait encore par des bons mots et, parfois, par des chansons sur de vieux airs de Caveau. Le Caveau ! si vous l'aviez mis sur ce chapitre là, il vous en aurait chanté la meilleure partie, son répertoire à lui, surtout ! celui de ses confrères, ensuite !

Né à Paris, en 1791, Jean-Henri Dupin était commis dans une maison de banque quand il fut empoigné par le goût du théâtre. C'est au Vaudeville, en 1808, qu'il donna sa première pièce, le *Voyage de Chambord*. Retouchée par Desfontaines, cette pièce eut tant de succès qu'elle décida le jeune Dupin de lâcher les finances pour se vouer uniquement à la littérature dramatique.

Il fit bientôt la connaissance d'Eugène Scribe, avec qui il a certainement écrit une cinquantaine de pièces. Mais son répertoire se compose bien de 200 œuvres théâtrales en tout genre, opéras comiques, comédies, vaudevilles.

M. Dupin fut, à côté de Seribe, de Dumanoir, de Clairville, des frères Cogniard, d'Eugène Grangé, un de nos plus féconds vaudevillistes de 1826 à 1860.

ERREUR D'ACADÉMIEN.

M. Alexandre Dumas a fait un discours spirituel, l'autre jour, mais peu concluant et surtout peu exact. « J'ai lu votre œuvre entière, a-t-il dit à Leconte de Lisle, et je n'y ai trouvé qu'un seul cri — dans la pièce intitulée la *Vipère*. »

Eh bien ! M. Alexandre Dumas a mal lu. S'il avait feuilleté seulement avec un peu d'attention les *Poèmes tragiques*, il aurait trouvé, notamment, deux admirables poésies, pleines de passion et d'amers regrets : *L'Illusion suprême* et le *Parfum impérissable*. La première est trop longue pour être citée dans un article de journal. Je ne citerai donc que la seconde :

Quand la fleur du soleil, la rose de Lahor,
De son âme odorante a rempli goutte à goutte
La fiole d'argile ou de cristal ou d'or,
Sur le sable qui brûle on peut l'épandre toute.

Les fleuves et la mer inonderaient en vain
Ce sanctuaire étroit qui la tient enfermée :
Elle garde en se brisant son arôme divin,
Et sa poussière heureuse en reste parfumée.

Puisque par la blessure ouverte de mon cœur
Tu t'écoules de même, ô céleste liqueur,
Inexprimable amour, qui m'enflamme pour elle !
Qu'il lui soit pardonné, que mon mal soit béni !
Par delà l'heure humaine et le temps infini
Mon cœur est embaumé d'une odeur immortelle !

On voit, n'est-ce pas ? que Leconte de Lisle n'est pas un impassible, comme il se plaît à le dire — mot qui ne signifie rien du reste, si on le prend à la lettre. M. Alexandre Dumas, académicien et critique, devait s'apercevoir de cela, et ne pas répéter les banalités de par lesquelles le public, sans plus d'examen, juge et classe un grand poète qui ne fera que grandir avec le temps, en dépit de la seule faiblesse qu'on puisse lui reprocher : celle d'avoir daigné faire partie de l'Académie. S.-L.

L'ESPIONNAGE ALLEMAND.

Nous copions textuellement dans la théorie prussienne les lignes suivantes, extraites du *Dienstunterricht für infanteristen der deutschen Heeres*.

Si quelqu'un osait, en présence d'un soldat, parler contre l'empereur, les princes du sang ou qui les touche de près, etc., etc., le soldat a le devoir d'en donner immédiatement avis à son chef de compagnie, avec le nom et la situation du personnage en question, de manière à ce qu'une instruction puisse être faite pour crime de haute trahison ou de lèse-majesté.

Plus tard, quand le soldat fait partie de la réserve ou de la landwehr et se trouve dans les réunions civiles, il a dans ce cas à en faire immédiatement la déclaration à l'agent de police le plus proche, avec le nom de l'individu et les témoins.

Ainsi, de vingt à quarante ans, tous les Allemands sont obligés d'être espions officiels, autrement dit mouchards !

MOTS DE LA FIN.

ESPRIT GAULOIS.

Entendu au bal de l'Opéra :
— Voyez donc cette dame, elle est décollée outre mesure.
— Toilette télégraphe.
— Comment cela ?
— Pas d'enveloppe.

Deux provinciaux venus à Paris pour assister à l'éclosion des fleurs de marronniers du boulevard vont déjeuner dans une gargote réputée pour sa malpropreté :
— Je crois qu'il sera prudent d'essuyer nos couverts, dit l'un.
L'autre, regardant le linge avec méfiance :
— Il faudrait d'abord essayer nos serviettes.

PETITE POSTE.

Nous recevons de toutes parts un nombre incalculable de lettres de remerciements et de félicitations, qui sont pour nous de bien vifs encouragements qui ne nous feront que persévérer encore et toujours dans notre œuvre patriotique.

Il nous faudrait dix numéros comme celui-ci pour que nous puissions insérer toutes ces communications, marques précieuses de sympathie, que nous conserverons précieusement, car toutes nous prouvent que notre but est noble et élevé.

Les lettres de ces vrais patriotes formeront notre bagage; nous remercions les amis de tous les points de la France et même de certaine partie de l'Europe, qui nous ont fait l'honneur de nous écrire : nous ne les oublierons jamais.

Un groupe de jeunes patriotes. — Nous accepterons avec plaisir; serions très heureux de vous voir dans nos bureaux.

Un enfant de la Creuse. — Merci de vos souhaits.

E. Maury. — Persévérez dans votre haine contre l'Allemand, mais il ne doit pas y avoir de distinctions ni de ligue : tous les Français doivent être patriotes.

Un lycéen. — C'est très bien, conservons votre lettre.

E. Blanchot. — Très joli, insérerons.

E. L. à Noyzieux. — Merci, utiliserons.

Candor. — Bien, envoyez encore.

Notre Salle des Correspondances.

Nous avons inauguré dans nos bureaux, rue Centrale, 35, au 1^{er}, une **SALLE DES CORRESPONDANCES**.

Nous exposons dès aujourd'hui la photographie de M. Schnobelé, le commissaire spécial de Pagny, et la reproduction exacte des différentes scènes relevées au moment de l'enquête.

Nous mettons notre **SALLE DES CORRESPONDANCES** à la disposition des artistes peintres qui auraient des tableaux à exposer.

LES COLLABORATEURS

QUAND MÊME

- MM. Louis PEYRAMONT**
- Tony RÉVILLON**
- Henri ROCHEFORT**
- Félix PYAT**
- Alphonse DAUDET**
- Jules CLARETIE**
- Georges OHNET**
- Pierre VÉRON**
- Arsène HOUSSAYE**
- Eugène CHAVETTE**

et tous les membres de la *Société des Gens de Lettres*,

SIÈGE SOCIAL :

47, r. Chaussée-d'Antin PARIS

Le Gérant du *Quand Même*,
P. DESROCHES.

Lyon. — Imp. BOURGEON, r. St-Paul, 36.

ANNONCES LEGALES, JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

34, 36, 38 — Rue et Place de la République — 34, 36, 38

A LYON

AUX DEUX PASSAGES

GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

Les plus importants de Lyon et de toute la Province.

TAPIS, AMEUBLEMENTS, CACHEMIRE DES INDES, CHALES, FOURRURES, SOIERIES, VELOURS, LAINAGES, ÉTOFFES DE FANTAISIE, TISSUS NOIRS, DRAPERIE, FLANELLES, TOILES, CALCOTS, MOUSSELINES, COUVERTURES, LINGE DE TABLE ET DE MAISON A LA PIÈCE OU TOUT CONFECTIONNÉ, CHEMISERIE, LINGERIE, CORSETS, JUPES, MANTEAUX, CONFECTIONS, ROBES, COSTUMES ET CHAPEAUX POUR DAMES, FILLETES ET GARÇONNETS, BONNETERIE, ARTICLES TRICOTÉS, CHAUSSURES D'APPARTEMENTS, PARAPLUIES, GANTERIE, CRAVATES, RUBANS, PASSEMENTERIE, MERCERIE, POUPEES, MAROQUINERIE, LAQUES, PETITS MEUBLES DE LUXE, OBJETS DE FANTAISIE, ETC.

La Maison des DEUX PASSAGES, dont l'importance et l'organisation sont aujourd'hui sans égales en province, doit son succès toujours croissant à sa manière loyale de traiter les affaires, à la quantité et à la variété de ses assortiments et surtout à la véritable modicité de ses prix.

PRIX FIXES MARQUÉS EN CHIFFRES CONNUS

Echange ou remboursement de tout achat qui laisserait le moindre regret.

Envoi franco du catalogue d'échantillons et de marchandises, pour tout achat à partir de 25 francs.

Maison d'Accouchements

FONDÉE EN 1843, DIRIGÉE PAR

M^{me} PARADIS

PROFESSEUR LIBRE D'ACCOUCHEMENT

Cet Établissement reçoit les Pensionnaires à toutes les époques de la grossesse. — **CAMPAGNE SPLENDIDE** aux portes de LYON (rive du Rhône), à la disposition des malades. — CHAMBRES INDÉPENDANTES. — Se charge des enfants, **DISCRETION ABSOLUE**. — Traitement des maladies de femmes.

Pour renseignements et correspondance,

S'adresser au

CABINET DE CONSULTATIONS

35, rue Centrale, Lyon,

De 10 heures à 4 heures.

ON DEMANDE, place de représentant pour cafés, vins et liqueurs. — M. CHANTÉLOUP, 47, cours Lafayette, café Péralat.

ON DEMANDE, place de représentant pour cafés, vins et liqueurs. — M. MAIRE, 139, rue Boileau.

ON DEMANDE des apprenties brodeuses. — M^{me} MARCEL, 53, place de la République.

LYON, 77, rue de la République, 79, Lyon. — **GODARD, COIFFEUR**. — Maison recommandée pour sa postiche perfectionnée. — Lyon, 77, rue de la République, 79, Lyon, près le Casino, en face l'hôtel COLLET.

SCALA-BOUFFES. Direction de M. GUILLET. Tous les soirs, représentations variées. Incessamment importants débuts.

A LOUER, jolie chambre meublée, avec jardin, à CUIRE, près l'octroi de la Croix-Rousse, s'adresser impasse Margnole, n° 6.

JEUNE HOMME, 25 ans, ayant une belle écriture demande emploi quelconque. — Ecrire initiales L.-M.-G., rue de la Charité, 24.

DEMOISELLE alsacienne, au courant du commerce, désire un emploi quelconque. Références. S'adresser à Mlle CAMPANINI, rue de la Loge, 4, Lyon.

UN JEUNE HOMME 27 ans, bachelier ès-lettres et sciences demanderait à donner des répétitions ou un emploi de quelques heures par jour. — Ecrire n° 214, bureau du journal.

GUIGNOL. (Passage de l'Argue.) Guignol : M. Delisle. Gnafron : M. Jossierand. Cadet : M. Durafour. Madelon : M^{me} William.